EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Mai 2021

Les Batwa : des oubliés



Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP: 1298 Av. Kunkiko 35 Bujumbura / Burundi Tél: (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572 eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook: Maison de la Presse du Burundi

www.mdp.org.bi

CHIRO-Burundi

Gitega, Burundi chiro.amahoro@yahoo.fr



Baraka, RD Congo ong_svh@yahoo.fr

www.svh-rdcongo.org



EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression:

Groupe de Presse IWACU

Editorial

¶IRENE et ses partenaires dénoncent des injustices et accordent la parole aux personnes défavorisées et vulnérables. C'est notamment la minorité Batwa, les rapatriés ainsi que les filles et femmes. C'est là que se situe le lien entre le travail de paix et l'engagement en faveur des droits humains. Travailler pour les droits des groupes marginalisés est toujours aussi un travail de paix. La paix, ce n'est pas seulement mettre fin à la violence ou à la guerre. C'est aussi lutter contre tous les facteurs qui menacent la paix: la discrimination, les inégalités, la pauvreté, ...

Nos approches sont variées. Nos partenaires CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse attirent l'attention sur la triste situation de la minorité Batwa au Burundi à travers des débats publics radiophoniques, un film documentaire ou le théâtre participatif. Des activités sportives conjointes peuvent favoriser l'intégration des Batwa pendant que l'initiation à l'élevage des chèvres contribue à atténuer leurs difficultés économiques. Nos contributions complètent les efforts d'autres organisations locales ou internationales et celles du Gouvernement.

Les rapatriés burundais de la Tanzanie sont confrontés à divers défis. D'une part, ils font face aux préjugés dans la société : ils sont stigmatisés comme « rebelles » ou accusés d'importer la sorcellerie de la Tanzanie. Les écoliers et élèves sont souvent confrontés au dilemme d'avoir grandi dans le système



scolaire anglophone ces dernières années alors que le nouveau système est plutôt francophone. D'anciennes terres et propriétés ont été occupées, ce qui alimente automatiquement les conflits. Tous ces défis sont révélés et discutés lors d'un débat interactif radiophonique. Ce dernier débouche sur des engagements des uns et des autres pour la cohésion sociale.

La violence contre les filles et les femmes est répandue dans la région des Grands Lacs. Les droits des femmes sont souvent bafoués. Notre partenaire Solidarité des Volontaires de l'Humanité (SVH) plaide pour une plus grande égalité entre les sexes. De plus en plus, l'autorité locale intègre le processus de sensibilisation. Au même moment, CHIRO-Burundi essaie aussi de renforcer le rôle des filles et des femmes dans ce mouvement.

EIRENE et ses partenaires se mobilisent en faveur des groupes défavorisés, sans imposer les idées ou solutions. Nous leur donnons la voix, les renforçons et leur offrons un appui pour pouvoir s'aider eux-mêmes. « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner un poisson », selon Confucius.

Berend Becker
Coordinateur d'EIRENE GL





SOMMAIRE

Les Batwa, appauvris et oubliés!

Jean-Claude Ndarama, Claus Schrowange



4

Difficile réintégration des rapatriés de la Tanzanie à Ruyigi

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



6

Le leadership féminin, malgré de fortes résistances!

Clothilde Nyandwi, Kailou Soumana



8

L'administration adhère à la promotion du leadership égalitaire initié par la DLP

Jacques Asunge, Thibaut Morelle, Evariste Mfaume



10

Enfin des serviettes hygiéniques accessibles et réutilisables!

Live Irakoze, Abraham Shemezimana



12

Le théâtre participatif pour dialoguer sur des sujets sensibles

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange

13



Nadine d'Arc Uwiteka, femme Mutwa devant sa maison à Zege (Gitega)

Burundi

Les Batwa, appauvris et oubliés!

La minorité Batwa vit dans une misère indescriptible au Burundi. Malgré quelques avancées, la discrimination et la marginalisation des membres de cette communauté est répandue jusque dans les écoles et en milieu de travail. EIRENE et ses partenaires Maison de la Presse et CHIRO-Burundi essaient de leur accorder la parole et de renforcer leur intégration.

Vos mains. Prenons le niveau communal, l'administrateur qui embauche est un Hutu. Au niveau provincial, le recrutement n'est-il pas fait par les autorités, qui sont Hutu ou Tutsi? Quand il y a une opportunité d'affaire, les Hutu et Tutsi ne vont-ils pas dans les banques voir leurs frères? Le développement va d'une personne à une autre de la même ethnie. Alors, les Batwa, mes frères, viendront-ils chez moi pour que je leur prête 100.000 Francs? Je n'en aurais pas », s'emporte Léonidas Badadwe, membre de l'UNIPROBA (Unissons-nous pour la promotion des Batwa) lors d'un débat radio à Gitega. Il se plaint que les conditions de base ne sont pas les mêmes et que lui et les autres de son ethnie sont désavantagés au Burundi.

Même Egide Ngendakumana, ancien Chef du Village Batwa de Zege ne décolère pas. « Au départ, toutes les terres étaient dans nos mains. Mais aujourd'hui, les Hutu et les Tutsi s'en sont approprié », se souvient-il, avec amertume.

Les Batwa sont à près de 1% de la population burundaise, aux côtés des Hutu et des Tutsi. « Population autochtone

», ils vivaient jadis de la chasse et de la cueillette dans les forêts. Mais, depuis le siècle dernier, leur culture et leur mode de vie ont profondément changé. Depuis les années 1950, avec l'introduction des cultures d'exportation chez leurs voisins Hutu et Tutsi, ils ont commencé une transition vers la sédentarité.

Depuis plusieurs générations, la poterie était leur principale source de revenus. Or, ce métier n'est plus rentable, avec l'introduction des ustensiles en métal et en plastique. De plus, les Batwa ont de moins en moins accès à l'argile qui autrefois était leur propriété. Ainsi, les familles de Batwa vivent essentiellement de petits métiers mal payés: porteurs au marché, veilleurs de nuit en ville ou casseurs de pierres.

Discriminés sur le marché du travail

Les Batwa sont confrontés à la discrimination pour accéder aux emplois, même non qualifiés. « Nous sommes discriminés lors des recrutements. Souvent, ont dit que les Batwa ne savent rien faire, or, nous avons les capacités et la force. Ils nous ont juste écartés », se plaint Sylvère Ntezahorirwa, habitant du village de Batwa de Zege.

Du coup, le taux de chômage chez les Batwa est très élevé et la plupart d'entre eux vivent dans une misère indescriptible, souvent dans des communautés isolées comme au village de Zege près de la capitale politique Gitega.

Le non accès aux emplois par les Batwa empoisonne aussi la scolarité de leurs enfants. « Chez les enfants Batwa, l'absentéisme est fréquent, l'abandon scolaire aussi! Mais, cela ne dépend pas des éducateurs! Nous les traitons comme les autres enfants. Lorsqu'on convoque un parent, il t'explique qu'il est pauvre, sans terre, qu'il trouve à peine de quoi nourrir son enfant, qu'il doit travailler dur ou mendier », explique Adelphine Nkurikiye, institutrice à l'école élémentaire Q. Stade de Gitega.

Le taux d'abandons scolaires très élevé s'explique aussi par les préjugés vis-à-vis des écoliers Batwa. « Certains de mes camarades aiment raconter que les Batwa ne font la lessive, qu'ils portent toujours des habits sales et qu'ils se négligent », se plaint Mariam Tuyisenge, une jeune élève Mutwa. « Il arrive que mes camarades à l'école m'insultent de façon à me blesser, au point de vouloir abandonner l'école », ajoute Amida Iradukunda.

Victimes de la malnutrition

Le manque de revenus chez les Batwa renforce la précarité alimentaire. Avec un indice de fécondité très élevé, on constate un taux élevé des maladies liées à la malnutrition comme le Kwashiorkor (syndrome de carence en protéines). Le taux de mortalité infantile est également très élevé. Ainsi, Odette Nzoyizigira, une jeune mère Mutwa de Zege a déjà perdu son bébé. Quand elle s'en souvient, elle éclate en sanglots.

Pour certains Batwa, tous les moyens sont bons pour faire face à la pauvreté. Ce qui renforce les stéréotypes et la haine vis-à-vis cette communauté. « Ils volent dans nos champs de pomme de terre. Si tu n'embauches pas un veilleur, tu ne récoltes rien. Dernièrement, celui qui a été attrapé, puis tué était un Mutwa. Il était dans un champ de manioc », raconte Antoinette Singirankabo, voisine d'un village de Batwa. « Je vous parle de ce que j'ai vu, mon champ est près d'un endroit où ils extraient de l'argile. C'est dans un marais où nous cultivons la patate douce et le haricot. Les Batwa viennent voler avant la récolte. Je ne suis pas la seule victime, il y en a d'autres. Ils volent dans leurs champs de manioc », renchérit Pétronie Nahimana.

Les partenaires d'EIRENE, CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse s'engagent pour l'intégration des Batwa et pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ainsi, les actions mises en œuvre par CHIRO-Burundi depuis octobre 2019 visent à faciliter leur intégration socio-économique. Plusieurs ménages Batwa ont été notamment initiés à l'élevage de chèvres à travers une chaine de solidarité.

Pour relever le niveau d'hygiène des Batwa, CHIRO-Burundi a également construit des latrines dans le village de Zege et sensibilisé les Batwa à l'hygiène corporelle. CHIRO-Burundi organise régulièrement des activités

culturelles et sportives entre les Batwa et les membres des autres ethnies pour mieux combattre les stéréotypes à leur égard, mais aussi pour lutter contre l'auto-exclusion.

Des activités d'intégration

« Certains d'entre nous s'isolent se croyant abandonnés. Mais, une rencontre sportive nous permet de nous rapprocher des autres et nous montre que nous pouvons collaborer sur des projets de développement », indique Adelin Bankundankomeye, un jeune Mutwa de Mivo en Province Ngozi (Nord du pays), après un match de football. Pour lui, le match entre les Batwa et un équipe CHIRO a montré que les Batwa eux aussi savent jouer au football, comme les autres. En plus, pendant le programme culturel qui a suivi le match, les communautés se sont approchées et même quelques amitiés se sont formées.

CHIRO-Burundi a mis en place deux troupes de théâtre qui ont intégré des acteurs Batwa. Leurs pièces de théâtre contiennent de scènes sur la discrimination des Batwa pour sensibiliser la population sur ce problème. « Nous les Batwa avions été discriminés depuis très longtemps ! Alors quand je joue maintenant le théâtre sur la réalité dans laquelle nous vivons, je suis contente et cela me donne la force et l'espoir que nous allons nous développer », explique Béate Bavumiragiye, habitante du village de Batwa de Zege et actrice de la troupe « Bungabunga Amahoro » de Gitega. Mais, elle avoue que les débuts étaient difficiles car les autres acteurs étaient distants, suspicieux et méfiants envers elle.

La Maison de la Presse du Burundi et CHIRO-Burundi utilisent conjointement la radio pour sensibiliser sur la discrimination des Batwa. Les représentants des associations des Batwa discutent avec des représentants de l'administration provinciale et des autres invités pour améliorer leur situation. Une des pistes pour sortir de la pauvreté est l'éducation. Lors d'un débat de décembre 2020 à Gitega, Jean Pierre Hakizimana a par exemple partagé son témoignage sur son parcours difficile afin d'obtenir un diplôme universitaire. « Je mangeais une fois par jour et, pour avoir le matériel scolaire, je quémandais chez les Hutu et Tutsi qui voyaient ma détermination de réussir à mes études. Ils m'ont aidé. L'un pouvait me donner deux cahiers, l'autre trois ou deux stylos et j'ai pu avancer ».

Selon Chartier Niyungeko, expert en gestion de conflits et invité à ce débat, « le développement, c'est d'abord ce changement de mentalités et la façon d'interagir sans s'auto-discriminer. Il est vrai que les Batwa ont été discriminés, mais eux aussi ont continué à s'auto-discriminer. Les Batwa doivent comprendre qu'ils sont égaux aux autres ethnies ».

Vaincre la pauvreté et la discrimination des Batwa passera par l'intégration. Ce qui exige des efforts de tous : la société Burundaise et les Batwa eux-mêmes. Mais, le chemin reste encore long et pierreux!

Jean-Claude Ndarama, Assistant d'EIRENE Grands Lacs Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-MDP



Lors du débat public radio à Ruyigi (Est)

Burundi

Difficile réintégration des rapatriés de la Tanzanie à Ruyigi

Depuis quelques mois, les rapatriés de la Tanzanie font face à de multiples défis surtout en province de Ruyigi. Malgré un accueil apparemment chaleureux, ils sont souvent victimes de la jalousie des résidents suite au paquet-retour et aux frais leur octroyés par le HCR. La réintégration socio-professionnelle, les études pour les enfants et la prise en charge des soins de santé sont également problématiques.

ertains rapatriés de Ruyigi ne décolèrent pas. Le stock de vivres ainsi que la somme d'argent leur octroyés par le HCR ne couvrent souvent pas l'intégralité des trois mois réglementaires, avant de pouvoir vivre en autonomie. Or, cultiver et attendre la récolte peut même leur prendre des années, surtout pour le manioc qui est la culture de base pour les rapatriés des collines Rukobe et Munyinya en Commune Gisuru. Et ceux d'entre eux qui exerçaient de petits métiers en Tanzanie comme les tailleurs et fabricants de charbon ont du mal à trouver de l'emploi ou se reconvertir.

« Les frais nous donnés par le HCR font parfois la jalousie et la frustration de certains résidents. Du coup, ces derniers deviennent nos pires ennemis et ne veulent même plus nous parler. Cela nous fait très mal », regrette une femme rapatriée. Pour une autre, se faire soigner est un vrai défi, surtout qu'on peut tomber brusquement malade, sans aucune assurance maladie. « On n'a ni carte de la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) ni Carte d'Assurance Maladie (CAM). Mon enfant a été récemment hospitalisé durant trois jours et j'avais du mal à trouver trente mille Francs Burundais pour régler la facture », témoigne-t-elle.

D'autres rapatriés ont retrouvé leurs maisons détruites par des pluies torrentielles et se demandent qui va les aider à les réhabiliter. En attendant de trouver d'autres partenaires pour soulager la souffrance de ces rapatriés, l'Administrateur Communal de Gisuru Gad Ninganza en appelle à la solidarité et à la cohésion. « Que les rapatriés s'attèlent aux petits travaux pour trouver de quoi subvenir aux besoins de leurs familles, sans oublier d'adhérer aux coopératives. Les résidents sont appelés à bien les intégrer dans la communauté car ce sont nos frères et

sœurs. La communauté doit se lever comme un seul homme pour les aider à reconstruire celles de leurs maisons démolies par la pluie. A notre niveau, le peu de Cartes d'Assurance Maladie (CAM) disponibles seront données aux rapatriés et les indigents seront prioritaires », s'engage M. Ninganza.

L'administration locale, tout comme certains rapatriés notent plutôt un accueil chaleureux. Elle se dit en outre préoccupée par les soins de santé des rapatriés et d'un habitat décent, tout en appelant à plus de solidarité.

Trop de dépenses...

Arrivés au pays, les rapatriés doivent d'abord séjourner dans des sites de transit, avant de regagner leurs collines. C'est là qu'ils reçoivent le paquet-retour de vivres ainsi que les frais de subsistance pour 03 mois, au prorata de l'âge de chaque membre de la famille. Après, ils doivent prendre en charge leurs frais de transport jusque chez eux. Or, ces frais sont parfois exorbitants.

Selon Juvénal Ndayizeye en charge des rapatriés chez Solidarité pour la Promotion de l'Assistance et du Développement (SOPRAD, agence de CARITAS Burundi) à Ruyigi, certains chefs collinaires leur exigent quelques frais avant de les intégrer au sein de la communauté. « Quand il y a des aides octroyées aux plus nécessiteux, les rapatriés sont souvent exclus par l'administration locale, considérés comme des enfants gâtés du HCR. Il arrive qu'ils soient même indexés d'être de mèche avec des mouvements rebelles qui s'organiseraient à partir des pays voisins pour attaquer le pays », ajoute-t-il.

Et puis, certains résidents exigent parfois d'être payés pour avoir protégé les terres et autres biens des rapatriés « Batubwira ko badusigaraniye igihugu (Ils nous disent qu'ils ont gardé le pays en notre absence) », se plaint un vieux rapatrié, sous anonymat. D'autres encore les accusent d'avoir importé la sorcellerie de la Tanzanie

Préparer d'abord les esprits!

Dans les écoles, certains enfants ont du mal à suivre les enseignements dans un système francophone alors qu'ils étaient dans le système anglophone en Tanzanie. C'est pourquoi, ceux qui étaient en 2ème année primaire doivent souvent retourner en 1ère année. Les anciens fonctionnaires, surtout les enseignants, eux ont du mal à pouvoir réintégrer leur travail dans un pays qui fait face à un fort taux de chômage.

Quant aux frais de subsistance pour les rapa-



Juvénal Ndayizeye

triés de la Tanzanie, ils sont souvent remis aux femmes et pour le compte des familles. Ce qui fait parfois grincer les dents chez les hommes, dans une communauté où les grandes responsabilités sont confiées aux hommes. De quoi créer de nouveaux conflits dans les ménages.

Selon Godeliève Manirakiza, Représentante Légale de l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRAB), un grand travail est à faire en amont pour sensibiliser les rapatriés et les résidents et préparer les esprits à la cohabitation pacifique. « Cela peut aider à prévenir les conflits et favoriser la réconciliation et la dignité des rapatriés. Les partis politiques et les confessions religieuses peuvent y contribuer. Il faut aussi trouver des mécanismes pour que l'argent remis aux rapatriés ne soit pas une source de conflit avec les résidents », conseille-t-elle.

Anaclet Hakizimana, Chargé de projet « Médias et Paix » Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE/Maison de la Presse

Le leadership féminin, malgré de fortes résistances!



Plusieurs générations de femmes sont membres de CHIRO-Burundi

Depuis plusieurs années, CHIRO-Burundi se bat pour promouvoir le leadership féminin à l'interne. Mais, les résultats sont loin de satisfaire les attentes, suite notamment aux réticences et résistances surtout liées à la culture. La célébration de la journée internationale des droits des femmes par le Mouvement, le 21 mars 2021 à Gitega a permis de rouvrir le débat, non sans états d'âme...

uand la barbe fait sien le matin, c'est que la tresse en a décidé la nuit », selon un proverbe ouest-africain. C'est dire que le contexte culturel africain aurait relativement bougé ces dernières décennies et que la femme jouit d'une certaine considération. Mais, il y a encore du chemin à faire...

« J'ai adhéré à CHIRO-Burundi en 1976. Mais, c'est depuis deux ans que je connais la célébration de la journée internationale des droits des femmes. Cette dernière a toutefois été fort bénéfique pour nous. Nous avons beaucoup gagné en confiance et en crédibilité. Nos maris nous associent quand il s'agit de prendre d'importantes décisions pour la famille », se réjouit Marie Immaculée Nkuriyo. A 75 ans révolus, elle était venue se joindre aux autres membres du Mouvement pour la célébration de cette journée organisée le 21 mars à Mushasha (Gitega). Elle et son mari font partie de la catégorie des « Inararibonye (les sages) » de CHIRO-Burundi .

De son côté, Collette Nahimana ne connaît pas exactement son âge. « Peu importe! Considérez que j'ai plus de 60 ans (mais visiblement plus de 75 ans) », nous dit-elle, fière seulement d'être là pour fêter. « Les temps ont changé,

avec cette journée : nous, les femmes avons eu droit à la parole », résume-t-elle.

Quant à Estelle Hakizimana (30 ans, dont 20 comme membre de CHIRO), elle estime que cette célébration se place sous le signe du respect et de la dignité de la femme. « Sinon, mon mari n'aurait pas accepté de s'occuper des enfants dont le benjamin a presque deux ans, pour que je vienne participer aux festivités. Il fait pareil chaque fois que je suis sollicitée pour des activités du Mouvement », explique-t-elle avec fierté. Selon Michel Nyandwi, Dirigeant National de CHIRO-Burundi, la femme étant le pilier de la famille et du pays, son Mouvement doit servir de modèle en matière de leadership féminin.

« Imero ndemano » ou « Akaranga nderano »

La conférencière du jour, Emma Nkeshimana, Coordinatrice du Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC/Gitega) puise dans « Imero ndemano » (rôles naturels comme porter la grossesse ou allaiter les enfants) et « Akaranga nderano » (rôles culturellement donnés aux hommes comme assurer la sécurité des familles ou s'occuper des vaches et de la terre) pour mon-

trer ce qui manque et ce qui peut être fait pour asseoir le leadership féminin.

Pour elle, au Burundi, le leadership masculin est presque naturel car « Akaranga nderano » est l'origine des violences faites aux femmes, avec une forte incidence sur les enfants. « Certains proverbes justifient malheureusement cette discrimination des femmes : Amazi make aheberwa impfizi (quand l'eau se raréfie, on la réserve aux taureaux), impfizi ntiyimirwa (quand le taureau veut s'accoupler, il ne faut jamais lui refuser),... ». Certains hommes surtout des milieux ruraux s'appuient sur ces aspects négatifs de la culture burundaise pour justifier leurs écarts de comportements à l'égard des femmes.

Emma Nkeshimana note cependant une avancée significative, ces dernières années. « Des femmes font parties du Haut Commandement de l'armée et de la police nationales et occupent d'autres postes clés de responsabilité. Mais, CHIRO-Burundi doit encore faire des efforts au moins pour atteindre le quota minimal des 30 % (reconnu par la Constitution du pays) au niveau des 08 animateurs diocésains du Mouvement.!», nuance-t-elle.

La loi de l'omerta

Selon Maître Sœur Claire Niragira, plusieurs femmes burundaises vivent des situations traumatisantes mais ne parviennent pas à les dénoncer, par peur des représailles. « Une femme s'est retrouvée devant un dilemme: ayant trouvé un emploi dix fois plus rémunérateur que celui qu'elle exerçait avant, son mari lui a demandé de choisir entre l'abandon de ce nouvel emploi et le divorce », témoigne-t-elle. Mais, elle déconseille le silence qui ne fait que renforcer le trauma. « Vaut mieux prévenir que guérir. Le silence conforte les hommes et les encourage à violer les droits des femmes. CHIRO-Burundi devrait organiser des séances de sensibilisation à grande échelle à travers le théâtre participatif pour encourager ces femmes à dénoncer les abus et les informer sur le système de référencement vers les structures de prise en charge », suggère cette religieuse et avocate, membre de

l'Association des Femmes Juristes du Burundi (AFJB).

« Les temps ont changé! Autrefois, les femmes devaient rester à la maison pour ne s'occuper que du ménage. Elles sont aujourd'hui dans les hautes fonctions du pays et elles prestent souvent mieux que les hommes », fait remarquer Léopold Nkurunziza, représentant de la Commission Diocésaine pour l'Apostolat des Laïcs (CDAL) à Gitega. « Discriminer les femmes, c'est aller à l'encontre de la volonté divine. Car Dieu a créé l'homme et la femme à son image pour des foyers paisibles et harmonieux », conclut-il.

Quant à Générose Kunzi, dirigeante diocésaine de CHI-RO-Burundi à Muyinga, elle recommande le retour aux valeurs chrétiennes pour promouvoir le leadership féminin. « L'Eglise Catholique n'a jamais cessé de soutenir le leadership féminin au sein du mouvement CHIRO-Burundi. C'est à cet effet que les textes du Mouvement sont régulièrement révisés et adoptés par la conférence des évêques. Par contre, c'est en interne que les choses se compliquent. Malgré la parité Homme-Femme à tous les niveaux, les hommes considèrent les filles et les femmes comme des incapables et des figurantes », explique-t-elle.

« Malgré la volonté de l'église de promouvoir l'égalité dans la gestion du Mouvement, certains facteurs culturels ne favorisent pas l'épanouissement et la responsabilisation de la femme. », reconnait Joselyne Bigirimana, Dirigeante nationale de CHIRO-Burundi. Ce Mouvement d'Action Catholique est co-dirigé par un Dirigeant et une Dirigeante avec l'accompagnement d'un Aumônier au niveau national et diocésain. Cela signifie que théoriquement, le Dirigeant et la Dirigeante ont les mêmes rôles et responsabilités. Donc, il y a un écart entre le prescrit des textes et la pratique! Mais, oser en parler est déjà un pas, à condition de pouvoir franchir les autres étapes. Et c'est là le mérite de la célébration du 21 mars à Gitega, sous le thème : « La Dirigeante éclairée par le leadership divin est appelée à être un catalyseur de changement positif au sein du Mouvement CHIRO-Burundi ».

Clothilde Nyandwi, chargée de projet « Amahoro » Kailou Soumana, Assitant Technique de Paix d'EIRENE/CHIRO



Lors de la conférence sur le leadership féminin



Le chef de la collectivité-secteur de Tanganyika s'adresse aux participants

Mboko, Territoire de Fizi/RD Congo

L'administration adhère à la promotion du leadership égalitaire initié par la DLP

Le Chef de collectivité-secteur de Tanganyika, John Mwimi'wa Mlondani s'engage à promouvoir le leadership féminin au sein de l'administration locale. L'annonce a été faite aux participants conviés à la célébration de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2021. Cela est perçu comme un changement radical à Mboko. Néanmoins, cet administratif à la base suppose, en amont un renforcement des capacités des femmes, malgré leur faible niveau compétitif.

mbiance festive le 8 mars à Mboko où les femmes de plusieurs horizons socio-professionnels s'étaient donné rendez-vous pour célébrer cette journée internationale dédiée à leurs droits. Des hommes étaient également de la partie. Tout a commencé par un vaste rassemblement : administration locale, femmes membres des Forces Armées de la RD Congo, Femmes policières, petites commerçantes, religieuses, organisations locales (Dynamique Locale de Paix, Barza Intercommunautaire, organisations à base communautaire, Ensemble pour la Promotion de la Femme, Groupe d'Etudes et Actions pour le Développement du Sud-Kivu.

Arborant des uniformes de circonstance, plus d'une centaine de femmes et hommes s'étaient retrouvés dans la cour du bureau de la collectivité-secteur de Tanganyika où musiques, tambours, jeux culturels étaient au rendez-vous à l'occasion de cette célébration.

Lors de son discours de circonstance, le Chef de la collectivité-secteur de Tanganyika a fait un constat amer au sujet d'un projet de leadership égalitaire, arguant que des inégalités sociales palpables crèvent les yeux. « Il y a certes des femmes dans l'administration. Mais, leurs nombre et niveau laissent à désirer. Sur 10 agents de notre bureau, 4 seulement sont des femmes. Il faut affiner des stratégies pour rehausser leur niveau éducatif afin de les rendre plus compétitives. Ainsi, elles pourront faire face aux inégalités sociales et aux violences basées sur le genre (VBG), qui constituent un frein au développement », a expliqué Jonh Mwimi'wa Mlondani. « Notre administration va désormais renforcer le leadership des femmes à travers des formations et coachings pour les rendre compétitives. Les acteurs de la société civile sont les bienvenus pour nous aider à atteindre les résultats escomptés » a-t-il ajouté.

L'essentiel des organisations de Mboko sont favorables à cet appel de l'autorité. Elles s'organisent déjà pour créer les effets synergiques et éviter la dispersion des efforts des acteurs de la promotion du genre.

La DLP et le Barza Intercommunautaire se frottent les mains

Bisashi Abwe, secrétaire du Barza Intercommunautaire Bembe-Fuliiru (structure traditionnelle mixte de prévention et gestion des conflits, composée par des membres de différentes communautés ethniques) à Mboko salue l'initiative de l'autorité locale. Cependant, elle demande à la Dynamique Locale de Paix (structure de dialogue et de concertation à la base) de travailler davantage avec le chef de collectivité-secteur sur les aspects « genre ». « Au niveau de la collectivité-secteur, il y a de bonnes idées. La promotion du leadership égalitaire homme-femme est sa priorité... Il est temps que la DLP travaille avec le chef de collectivité-secteur de Tanganyika pour définir une stratégie commune (expertise, finances, logistique, etc.). Beaucoup de femmes ont envie de prouver de quoi elles sont capables. Mais, plusieurs questions se posent : Comment intervenir ? Où ? Quand ? Qui fait quoi ?... », s'interroge-t-elle.

De son côté, Marie Bunyemu Kahoto, Coordinatrice de l'Association Sans But Lucratif « Ensemble pour la Promotion de la Femme (EPF) » demande à toutes les femmes de montrer davantage les capacités d'auto-prise en charge, au lieu de se limiter à la célébration de la seule journée du 8 mars. Ainsi « La journée du 8 mars va au-de-là d'une simple fête. Elle doit nous permettre d'évaluer notre dignité ainsi que le respect de nos droits et devoirs. La journée doit notamment nous permettre de prouver au monde notre capacité de nous prendre en charge, sans violence et pour aller de l'avant. C'est un long processus bien sûr. Mais, réjouissons-nous d'abord de l'engagement de l'autorité!» fait-elle remarquer.

De plus, Théodore Etungano Mtunga, membre du Barza Intercommunautaire promet d'apporter également sa pierre à l'édifice commun. Il dit adhérer à la nouvelle

dynamique et promet d'appuyer l'autorité locale et les organisations locales, dont la DLP pour un leadership égalitaire homme-femme à Mboko.

Des avancées et des résistances ...

Le projet de leadership égalitaire homme-femme ne fait pas toute l'unanimité. Certains « conservateurs » préfèrent le statu quo, estimant que rien ne peut évoluer. « La situation de la femme est liée à la volonté divine qui reste statique : l'Homme est la tête » fait savoir Faustin Mbeleci Eca, juge coutumier de la chambre de conciliation de Mboko.

Mais, il convient de noter des avancées législatives sur la situation des droits de la femme tant en famille qu'en public. Selon Cédric Mseke Fataki, juriste indépendant, en dépit des défis d'ordre coutumier, la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la loi n°87-010 du 1er août 1987 portant code de la famille prévoit plusieurs innovations. « Suppression de l'autorisation maritale pour les femmes mariées, obligation faite aux époux de s'accorder pour tous les actes juridiques dans lesquels ils s'obligent individuellement ou collectivement, liberté de la partie lésée de saisir le tribunal pour les départager, attribution du nom de l'enfant en commun accord des époux, liberté des deux conjoints de choisir le lieu de résidence du ménage dans l'intérêt de tous, considération du caractère injurieux des deux époux en cas d'adultère, émancipation judicaire du mineur en cas des actes précis et sa révocation si nécessaire auprès de l'officier de l'Etat civil ainsi que la liberté de chaque conjoint, sans préjudice de l'application de la théorie du mandat domestique sous le concours de ce dernier », cite-t-il, comme illustrations.

Pour lui, la loi n° 15/013 du 1^{er} août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité en RD Congo consacre les principes d'égalité des droits, de chance et de sexe avant de conclure que sans un plan cohérent et logique de relèvement de la situation juridique de la femme, les inégalités sociales persisteront.

Jacques Asunge, Chargé de projet « Tujenge Pamoja » Thibaut Morelle, Assistant Technique de paix d'EIRENE/SVH



Lors d'un atelier du 08 mars 2021 à Mboko

Enfin des serviettes hygiéniques accessibles et réutilisables!



Atelier de couture à Kibimba (Gitega)

Depuis une année, le projet FAIR (Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales) et deux de ses associations partenaires ont initié des serviettes hygiéniques réutilisables et moins chères à Gitega. Les filles et femmes bénéficiaires se frottent les mains. Certaines organisations locales et responsables de santé y voient une prévention de certaines infections et suggèrent une sensibilisation tous azimuts pour leur utilisation.

line Habonimana, trésorière et membre de l'association « Tujehamwe » depuis 02 ans estime que les femmes et filles de Kibimba comprennent de plus en plus l'intérêt d'utiliser de nouvelles serviettes hygiéniques réutilisables. « Mais, il y a encore des résistances. Certaines filles et femmes suivent encore les enseignements des vieilles mamans qui leur disent que les morceaux de pagne sont mieux pour leur santé », nuance-t-elle. « Trois serviettes de six mille Francs Burundais (6.000 Fbu) peuvent s'utiliser pendant deux ans, à condition de les laver et les sécher chaque fois après usage pour éviter des maladies. Or, il faut débourser quarante-huit mille Francs Burundais (48.000 Fbu) pour les serviettes modernes et pour la même période », fait-elle remarquer. Elle utilise elle-même ces nouvelles serviettes. Son organisation n'a pas encore enregistré beaucoup de recettes mais elle entend s'organiser pour gagner beaucoup, surtout qu'elle est reconnue par l'administration locale et agréée par l'autorité communale.

Quant à Diane Irakoze, elle vient de faire une année comme couturière de cette association. Avant le démarrage effectif des activités, elle et ses collègues ont bénéficié d'une formation sur la couture. « Nous produisons en moyenne 30 serviettes par jour, soit l'équivalent de soixante mille Francs Burundais (60.000 Fbu). Mais, il y a

parfois un problème de manque de matières premières et nous devons momentanément suspendre nos activités », relativise-t-elle.

Deux associations de la Province Gitega: « Tujehamwe » de Kibimba à Giheta et « Hindukira Wibaze » de Ruhande à Gishubi, encadrées par l'Organisation de Développement de l'Archidiocèse de Gitega-Caritas (ODAG-Caritas Gitega) produisent des serviettes en tissus. C'est l'une des activités qu'elles accomplissent avec leurs microprojets d'ateliers de couture. C'est dans le cadre du projet FAIR conjointement mis en œuvre par EIRENE Grands Lacs et Pain pour Le Monde (PPLM) avec 04 organisations partenaires locales. Ces dernières exécutent des microprojets qui génèrent du profit et transfèrent les compétences à 20 de leurs associations membres. L'objectif ultime du projet est de lier les actions de paix à celles de développement.

Des produits « prêt-à-porter »

Selon Chantal Dusabeyezu, représentante de l'association « Hindukira Wibaze », ces serviettes en tissus sont très bénéfiques pour la population de Gishubi. « Les habitants de la colline de Ruhande se réjouissent de l'accessibilité de ces serviettes. Ces dernières sont beaucoup

plus hygiéniques par rapport aux haillons et loques que les femmes rurales utilisent d'habitude » explique-t-elle. Pour elle, elles sont aussi très pratiques par rapport aux serviettes modernes, car pour certaines femmes elles ne débordent pas vite. « Il n'y a pas de résistances ni de préjugés par rapport à nos produits parce que la population les préfère aux petits bouts de pagnes usés que certaines utilisent. Mais, par manque de moyens financiers, la plupart des femmes ne peuvent pas s'en procurer », regrette-t-elle.

L'Abbé Dieudonné Ngendanzi, secrétaire exécutif adjoint de l'ODAG-Caritas Gitega pense déjà à la pérennisation des acquis. « Il faudra une sensibilisation sur l'importance de ces serviettes. A la campagne, beaucoup de jeunes filles et femmes n'ont pas d'autres moyens efficaces pour leur hygiène menstruelle. Elles utilisent du matériel très précaire avec de lourdes conséquences sur la santé: infections, stérilité, etc. A travers ses membres, l'ODAG Caritas Gitega contribuera à la sensibilisation sur l'importance de ces serviettes, la façon dont on les utilise et leur conservation », promet-il.

Pour lui, il est aussi important de sensibiliser les bénéficiaires sur le changement de comportement afin qu'ils abandonnent leurs anciens matériels au profit des nouveaux et faire un suivi auprès de certains bénéficiaires pour s'assurer du bon usage de ces nouveaux produits.

Des quoi prévenir les infections

«Actuellement, nous n'avons pas de concurrents. Mais, on ne sait pas ce que nous réserve l'avenir. L'offre de qualité, la sensibilisation continuelle sur l'importance de l'usage de ces serviettes, le suivi régulier pour certains membres surtout ceux de nos groupements ainsi que l'échange d'expériences entre certains des bénéficiaires sont nos stratégies pour prévenir la concurrence », indique l'Abbé Dieudonné Ngendanzi. En plus, l'ODAG-Caritas Gitega est ouverte à de tels projets innovants. Elle facilite même des échanges d'expériences avec d'autres ONG réalisant des projets similaires. « Ubwenge burarahurwa (l'intelligence s'acquiert en allant chez autrui) », ajoute-t-il.

Dr Didier Barumwete, médecin à l'hôpital régional de Gitega recommande l'usage de ces nouvelles serviettes, convaincu qu'elles contribuent à prévenir les infections. « Le port de ces serviettes en tissus ne comporte pas d'inconvénients. Elles sont plutôt recommandables surtout en milieu rural. Elles évitent les infections que les filles et femmes peuvent contracter en utilisant des morceaux de pagne inappropriés pendant leur période menstruelle », indique le médecin.

De son côté, Emma Nkeshimana, coordinatrice du Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC) à Gitega estime que ces serviettes sont venues à point nommé. « Elles sont lavables et peuvent être réutilisées à plusieurs reprises, des mois durant. On devrait injecter plus de fonds dans de telles initiatives afin qu'il y ait plus de production et mener une large campagne de sensibilisation pour plus d'accès à ces serviettes bénéfiques et hygiéniques pour les filles et femmes de la campagne », recommande-t-elle. « Cela va de pair avec la promotion des droits des femmes et filles burundaises. En incitant ces dernières à former des groupements pour la production de ces serviettes en tissus, on peut atteindre l'autonomisation de la femme burundaise et son indépendance financière », conclut Emma Nkeshimana.

Live Irakoze, chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Burundi

Le théâtre participatif pour dialoguer sur des sujets sensibles

Le projet « Médias et Paix » appuie CHIRO-Burundi avec le théâtre participatif. Après les Diocèses Catholiques de Gitega et Ngozi, un troisième groupe de théâtre a été formé en mars dernier pour le Diocèse de Bururi, en région pastorale de Nyanza-Lac. La discrimination des Batwa au sein du Mouvement et celle des personnes non-scolarisées ont notamment fait l'objet de la pièce théâtrale « Umugozi (la corde) ».

es Batwa sont sales, ils puent, ils sont paresseux et ne peuvent rien faire de bon. Ce sont des volleurs et des mendiants. Je ne veux pas de Batwa dans notre Mouvement. CHIRO est pour les Burundais, mais les Batwa ne sont pas des Burundais, pour moi », explose un jeune membre de CHIRO-Burundi. Sa hargne ne laisse pas indifférente Inès, une jeune femme Mutwa. Restée silencieuse à côté de lui, son expression faciale cache mal son désarroi.

Mais, c'est son amie Chantal qui ose prendre la parole : « Selon nos valeurs, un membre CHIRO doit être frère et sœur à toute autre personne et l'aime comme il s'aime lui-même! », rappelle-t-elle. « Pour moi, les Batwa ne sont pas des personnes! Ils sont sous-développés et devraient retourner dans les bois! Ils sont voleurs et bons à rien! », persévère le jeune CHIRO.

La dispute entre les deux acteurs se poursuit, sans pouvoir se mettre d'accord. Ainsi commence la pièce théâtrale « Umugozi (la corde) ». Le spectacle a lieu dans une salle de la Paroisse Nyanza-Lac, avec un parterre de spectateurs médusés.

Dire haut ce que tout le monde pense bas

« Tu n'es rien et tu ne peux rien faire de valeureux, n'ayant pas fréquenté l'école. A la limite, tu es au même niveau d'intelligence que les vaches avec lesquelles tu restes d'ailleurs à longueur de journée. Mais, moi, j'ai deux diplômes. Et je vois que tu en es même jalouse! », dit Philémon à Caritas, avec un sourire arrogant.

« Ce n'est pas parce que tu es allé à l'école que tu es meilleur et que moi, je suis un vaurien! Qu'obtiens-toi avec tes papiers de diplômes? Je te vois faire le lézard, à la maison toute la journée parce que tu n'as jamais appris à faire le travail manuel », rétorque Caritas. Les deux acteurs continuent également à se disputer, sans aucun espoir de trouver une solution à leur différend. De quoi entretenir encore le suspens chez les spectateurs membres et non-membres de CHIRO-Burundi.

Les différentes scènes du théâtre reflètent des réalités vécues au sein de CHIRO-Burundi. Mais qu'il est parfois jugé indécent de révéler au grand public! La pièce a le mérite de « dire haut ce que tout le monde pense bas »: toucher du doigt les conflits et autres problèmes vécus à l'interne du Mouvement. Avec pour seul dessein d'ouvrir le débat et permettre la recherche des solutions appropriées, pour la cohésion sociale.

En interaction avec le public

Lors d'une formation de théâtre participatif réalisée du 15 au 19 mars à Nyanza-Lac, le groupe de théâtre « Tugirubumwe (bâtissons l'unité) » a été mis en place et la pièce « Umugozi (la corde) » développée. Une première présentation a eu lieu devant 25 spectateurs. Le groupe a fait ensuite le tour avec la pièce dans les 04 régions pastorales du Diocèse de Bururi.

Cette pièce porte sur les valeurs CHIRO et met notamment en exergue la discrimination des Batwa, l'intégration de ces derniers dans ce Mouvement, la corruption au sein du Mouvement, le conflit entre les « diplômés » et les « non-scolarisés », le rôle des femmes et la solidarité entre les membres.

Les acteurs démarrent avec une pièce théâtrale sur des problèmes et conflits. La pièce se dirige vers un triste dénouement. Après la présentation, on discute avec le public sur les causes, les conséquences et les solutions possibles. Pendant qu'on rejoue la situation, les membres du public sont appelés à intervenir, en montant sur scène pour remplacer les acteurs et exprimer leurs propres idées afin de trouver des solutions, alors que les autres acteurs restent dans leur personnage.

Le public prend conscience que, de la même façon que dans la vie, s'ils n'interviennent pas, rien ne changera. Et le changement doit être mené de façon stratégique. Les personnes qui jouent les auteurs d'actes de violence directe, psychologique ou structurelle sur scène resteront sur leurs positions de pouvoir jusqu'à ce qu'on les arrête de manière convaincante — et, exactement comme dans la vie, il n'est pas facile de changer l'attitude et le comportement de quelqu'un.

Anaclet Hakizimana, Chargé de projet « Médias et Paix » Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE/MDP



Lors de la présentation théâtrale à Nyanza Lac (Sud du Burundi)



Célébration de la Journée Internationale de la Paix (21 septembre à Muyinga)

EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires d'EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi ainsi que l'ONG congolaise « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH).

Le programme actuel « Transformation Alternative des Conflits – Transparence et Initiative Communautaire (TAC-TIC) » a démarré en 2018 et se termine en 2021.

Le volet du programme « cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « médias et paix » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits humains à travers des débats publics et émissions interactives radio.

Le dernier volet prévoit le renforcement des capacités, la gestion régionale des conflits et la gestion des connaissances.

A part le programme TAC-TIC, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » lie les actions de paix à celles de développement.



Les Batwa, les oubliés chez eux

Notre dernier film documentaire sur YouTube